

CTL du 14 avril 2015 LE DEBUT DE LA FIN ?

Concernant les points à l'ordre du jour de ce CTL (analyse du budget 2014, prévisions budgétaires 2015 et aménagement des horaires d'ouverture des guichets au public), une évidence transparaît : l'austérité qui continue de nous être imposée s'accroît d'année en année et conduit l'administration à mettre en place des actions qui vont à l'encontre du service public. Ces orientations tant sur le plan du budget (réduction drastique des moyens) que sur celui des effectifs (fermeture de trésoreries, fusion de services, adaptabilité des horaires d'ouverture pour remédier au manque d'effectifs) nous conduiront inéluctablement vers un déclin, voire un abandon pur et simple de nos missions de service public.

En réaction à notre déclaration liminaire reproduite ci-après, la Présidente, selon son habitude, s'est attachée à vouloir justifier l'injustifiable en se gargarisant des mêmes mots cent fois répétés, mais qui, en réalité, ne sont que des outils de propagande qu'elle utilise sciemment pour poursuivre la destruction programmée du service public qu'elle cautionne. Ainsi nous parle-t-elle sans cesse d'adaptabilité, de dématérialisation, d'évolutions techniques et sociétale, et bien sûr d'impôt.gouv, le remède miracle à tous nos maux. Pour les représentants de Solidaires Finances Publiques 25 ces prétendus remèdes sont au contraire un poison mortel, inoculé de façon sournoise aux agents et aux usagers pour arriver à terme à la mort du service public.

1) Exécution budgétaire 2014 et budget prévisionnel 2015 :

Nous avons abordé l'examen de ces budgets avec une certaine lassitude, car à la DRFIP 25 comme partout ailleurs, les années se suivent et se ressemblent dans la poursuite de l'austérité et de la chasse aux économies. Cette année encore, le budget prévisionnel 2015 sera en baisse par rapport à celui de l'année précédente. En conséquence, notre Direction locale entend poursuivre ses économies sur l'affranchissement, les fournitures de bureau, les consommables informatiques en poursuivant le plan de suppression des imprimantes et leur remplacement par des photocopieurs multifonctions (mopieurs). En 2014 des économies ont été réalisées en grande partie sur les dépenses de fonctionnement et seront poursuivies notamment par l'utilisation en année pleine du tarif « affranchissement de type industriel ». D'autres économies sont encore attendues sur les postes nettoyage (nouveau contrat national), fournitures, télécommunications (suite à la bascule Orange vers SFR), locations et charges immobilières (fermetures de trésoreries, restitutions de logements de fonction). Pour Solidaires Finances publiques 25, il est indéniable que la plupart de ces mesures auront un nouvel impact négatif sur les conditions de vie au travail des agents et cela n'est pas acceptable.

2) Aménagements d'horaires :

Appliquant la directive nationale préconisée par la circulaire du 21/10/2014, notre directrice régionale a décidé de modifier les horaires d'ouverture des structures accueillant du public. Bien que cette mesure ne soit qu'une faculté et en aucun cas une obligation, nous n'avons pas manqué de lui faire remarquer sa volonté de poursuivre dans la voie qui est désormais la sienne : toujours et encore moins de service au public. Sur ce point, n'ayant pas plus d'imagination que son prédécesseur qui n'hésitait pas à affirmer sans rougir que « réduire ou

fermer des services publics c'est rendre un meilleur service public à l'usager », elle n'a pas hésité, elle aussi, à vouloir nous faire prendre des vessies pour des lanternes. En outre elle se réfugie derrière le fait que ce n'est pas elle qui a pris de décision (sic : « je n'ai rien imposé, cela vient du terrain et c'est en fonction des attentes des agents et de la fréquentation des usagers que ces réductions d'ouverture ont conduit au final à des propositions, certes non homogènes, mais cohérentes et qui correspondent aux souhaits des personnels »). D'après elle, ce sont donc les chefs d'unités et les agents qui ont fait des propositions qu'elle n'a fait que valider. Une manière de nous dire : « vous voyez, ce n'est pas moi, ce sont les agents qui sont demandeurs ! » Sauf que si dans beaucoup de sites ces réductions d'ouvertures ont été considérées comme une mesure bénéfique (certains chefs de services souhaitant même que ça aille plus vite), dans la réalité, elles sont dictées par un constat pragmatique et désespéré : les suppressions continues d'année en année de personnels qui rendent la vie et les conditions de travail des agents insupportables.

Ce que revendique Solidaires Finances Publiques c'est qu'au lieu de réduire le service public, il soit au contraire renforcé par l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et par l'abondement des 2 500 emplois budgétés et non pourvus.

Faire croire que cette demande émane des seuls agents, c'est tout simplement se moquer d'eux et des usagers. D'ailleurs, c'est cette même tactique que notre direction locale utilise pour procéder aux fermetures de trésoreries et de service : « ces décisions sont pour le bien des agents, cela améliorera leurs conditions de vie et c'est pour cette raison que nous les proposons ! »

Quelle hypocrisie dans ces propos, lorsque l'on sait que le seul but de ces manœuvres, c'est uniquement supprimer encore et toujours plus d'emplois et réduire les dépenses...

Pour toutes ces raisons, les représentants de Solidaires Finances Publiques 25 ont voté contre ces modifications d'horaires, suivis en ce sens par la CGT qui fait la même analyse que nous de ce problème. Le troisième syndicat représenté, s'il a d'un côté affiché son opposition totale à ces réductions d'horaires dans une déclaration tonitruante, n'a pas jugé utile de voter contre, se contentant de s'abstenir. Dont acte !

Pour notre part, nous tenons à expliciter notre vote en précisant ceci : Solidaires Finances Publiques est bien conscient des problèmes vécus par les agents qui sont en charge de l'accueil dans tous les services. Depuis de nombreuses années ces agents réclament de pouvoir travailler dans de meilleures conditions. Pour la plupart, ils n'en peuvent plus et sont prêts à accepter des adaptations qui semblent pouvoir leur apporter un mieux être, même si cela va à l'encontre de la vision qu'ils ont du service public. Mais qu'ils ne s'y trompent pas ! Contrairement à ce que la direction veut leur faire croire, sous couvert de l'amélioration de leurs conditions de vie au travail, la réduction des horaires d'ouverture n'est rien plus que l'application de la démarche stratégique. C'est la traduction d'une économie purement budgétaire qui se retournera rapidement contre ces mêmes agents par de nouvelles suppressions d'emplois qui rendront leur conditions de travail encore plus insupportables qu'elles ne le sont actuellement.

C'est l'aveu pur et simple d'un manque de moyens humains et Solidaires Finances Publique refuse de s'inscrire dans cette spirale infernale en la cautionnant par une simple abstention, quand bien même elle semblerait améliorer provisoirement la vie des agents.

Nous le rappelons haut et fort comme nous l'avons toujours fait : si nous votons contre, ce n'est en aucun cas contre les agents, mais contre les propositions suicidaires et inacceptables de la direction.

Vous trouverez ci-après les nouveaux horaires d'ouverture des postes et services du Doubs accueillant du public.

Il est à noter que huit trésoreries, non citées dans cette liste, n'ont pas modifié leurs horaires.

CFP Chamars	tous les jours 8h30-12h00 et 13h30-16h00 sauf mardi et jeudi 8h30-12h00 (fermetures AM)
Le Major	tous les jours 8h45-12h00 et 13h30-16h00
CFP Montbéliard Brossolette	lundi mardi et jeudi vendredi 8h30-12h00 et 13h30-16h00 fermeture le mercredi
CFP Pontarlier	lundi mardi et jeudi vendredi 8h30-12h00 et 13h30-16h00 fermeture le mercredi
CFP Morteau	lundi au jeudi 8h30-12h00 et 13h30-16h15 fermeture le vendredi
Trésorerie du Grand Besançon	tous les jours 8h15-12h00 et 13h00-16h00 fermeture le mercredi
Paierie départementale	lundi au jeudi 9h00-12h00 et 13h30-16h00 fermeture le vendredi AM
Trésorerie d'Audincourt	lundi au jeudi 8h30-11h45 et de 13h30-16h15 fermeture le vendredi
Trésorerie de Baume-les- Dames	lundi mardi jeudi 8h30-12h00 et 13h30-16h00 fermeture le mercredi après-midi vendredi 8h30-11h30 (fermeture AM)
Trésorerie de l'Isle-sur-le- Doubs	lundi au jeudi 8h30-11h30 et 13h30-16h00 fermeture le vendredi AM
Trésorerie de Maîche	lundi au jeudi 8h00-12h00 et 13h30-16h00 fermeture le mercredi toute la journée (et vendredi AM)
Trésorerie de Mouthe	tous les matins de 8h30-11h30 les après-midi des mardi et jeudi 13h30-16h30 fermeture les après-midi des lundi, mercredi (et vendredi)
Trésorerie d'Ornans	lundi au jeudi 8h30-12h00 et de 13h30-16h30 fermeture le lundi AM, le mercredi AM et le vendredi M (et AM)
Trésorerie de Pont de Roide	tous les jours 8h30-12h00 (sauf vendredi 11h30) et 13h30-16h00 fermeture le mercredi AM (et le vendredi AM)
Trésorerie de Quingey	lundi et mercredi 8h30-12h00 et 13h30-16h00 mardi, jeudi et vendredi 8h30-12h15 (fermeture AM)
Trésorerie de Sochaux	tous les jours 8h45-11h45 et 13h30-16h30 fermeture le mercredi AM et le vendredi AM
Trésorerie de Saint Vit	tous les jours 8h30-12h15 et 13h30-16h00 , le vendredi à 15h30
Trésorerie de Valdahon	lundi au jeudi 8h00-12h00 et 13h30-16h00 fermeture le vendredi Matin (et AM)
Trésorerie de Levier	lundi au jeudi 8h30-12h00 et 13h30-16h30 fermeture le mercredi AM et le vendredi AM
Trésorerie d'Amancey	lundi au jeudi 8h30-12h00 et 13h30-16h30 fermeture le lundi AM, le mercredi complet et le vendredi Matin (et AM)

Motion déposée par les représentants Solidaires Finances Publiques 25

Par circulaire du 22 octobre 2014, la Direction Générale a proposé la baisse d'amplitude horaire de réception des usagers et cela malgré le rejet unanime de cette disposition par les OS lors du CTR du 30 septembre dernier. Par la diffusion dans le réseau de cette circulaire, la DG fait une nouvelle fois preuve de son manque de discernement, de son incapacité à prendre les bonnes mesures face à des agents et des services qui ne peuvent plus faire face à l'afflux des usagers en raison du manque criant de personnels. De plus, elle bafoue au passage le respect du dialogue social.

Bien évidemment, après les fermetures de trésoreries et de services que vous avez décidées malgré le refus unanime des organisations syndicales et des élus territoriaux, vous vous êtes empressée de saisir cette nouvelle opportunité de destruction du service public en demandant aux chefs des unités concernées par ce dispositif de vous faire remonter leurs propositions. Le résultat de ces consultations que vous nous présentez au présent CTL pour avis, est édifiant. Dans une majorité de structures ce sont des propositions de fermeture d'une journée par semaine, voire deux jours et demi dans de petites unités qui se sont dégagées, ramenant parfois à tout juste 20 heures par semaine la durée d'ouverture au public ! Votre logique est simple : puisqu'il n'y a plus assez de fonctionnaires dans notre département pour recevoir le public, il n'y a qu'à fermer nos services à certaines périodes ! Et hop, le tour est joué ! Quant à l'obligation de service public que vos prédécesseurs mettaient en avant il y a quelques années encore lorsqu'une demande de réduction d'horaires d'ouverture leur était soumise, vous vous en moquez totalement ! Il est vrai que ce sens du service public est le dernier de vos soucis puisque lors d'un précédent CTL vous nous avez confié ne pas comprendre qu'un syndicat (en l'occurrence le nôtre), puisse s'en inquiéter et le défendre ! Pour le moins, il serait logique que lors de votre évaluation la rubrique "sens du service public" de votre tableau synoptique ait été renseignée dans les cases les plus à gauche. Mais permettez-nous, encore une fois, d'en douter fortement. Il est vrai qu'à un certain niveau de responsabilité, c'est le "non sens du service public" qui est valorisé, votre récente promotion en étant la preuve flagrante.

Selon Solidaires Finances Publiques 25 ces mesures de fermeture et de réduction des horaires d'ouverture de nos guichets sont autant de reculs du service public. Elles ne régleront en rien les conditions de vie au travail des agents, lesquelles s'aggravent au fil des suppressions d'emplois. Il ne s'agit en fait que d'un sournois calcul destiné à continuer de "désintoxiquer" le public du guichet en le renvoyant vers impots.gouv, cette prétendue solution miracle qui aurait, selon vous, le pouvoir de tout solutionner dans nos services.

Ne nous y trompons pas, l'apparente "bouffée d'oxygène" que les réductions d'ouvertures au public semblera fournir aux agents en leur redonnant un peu plus de temps pour effectuer leur travail n'est qu'un leurre et une solution à court terme. Elle risque même, à très courte échéance, de se retourner contre les agents eux-mêmes. Car celles et ceux qui se casseront le nez sur les portes fermées reviendront le lendemain, sûrement énervés, à juste titre. Où alors, ils téléphoneront où contacteront nos services par mail. La charge de travail pour les agents sera donc simplement déplacée et sera de surcroît plus délicate à gérer. De plus, l'administration dégrade elle-même son image en laissant penser que ses agents ne travaillent pas certains jours, ce qui est inacceptable. Enfin, et c'est là le côté le plus machiavélique de ce dispositif, ces réductions d'horaires d'ouverture au public seront bien vite considérées comme un gain de productivité et se traduiront dans la foulée par des réductions d'emplois ! En quelque sorte, un remède pire que la maladie !

Solidaires Finances publiques 25 dénonce cette politique de l'effet placebo qui s'inscrit dans la logique de recul et de destruction du service public instaurée par la démarche stratégique et relayée par vous-même. Elle ne résoudra aucun problème et n'améliorera pas les conditions de vie au travail des agents et encore moins les conditions d'accueil des usagers.

Pour combattre ces maux, pour assurer un service public de qualité et rendre aux agents des conditions de travail décentes, Solidaires Finances Publiques 25 exige au contraire l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et l'abondement des 2 500 emplois budgétaires non-pourvus en 2015.

C'est pourquoi, bien évidemment, les représentants de Solidaires Finances Publiques 25 ne cautionneront pas ces propositions de réductions d'horaires d'ouverture que vous nous proposez.

Les Représentants de Solidaires Finances Publiques 25